

ARRÊTÉ DCAT/BEPE/N° 53

du 02 MARS 2023

**mettant en demeure la société Sairstahl Rail de respecter certaines prescriptions pour le site qu'elle exploite à Hayange.**

Le Préfet de la Moselle,  
Officier de la Légion d'honneur,  
Officier de l'Ordre national du Mérite,

**Vu** les livres I et V du code de l'environnement et notamment l'article L.171-8 I ;

**Vu** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

**Vu** le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté DCL n°2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature en faveur de Monsieur Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n°2009-DEDD/IC-243 du 15 décembre 2009 modifié prescrivant l'actualisation des prescriptions de l'arrêté préfectoral n°97-AG/2-143 du 2 juillet 1997 autorisant la société Corus Rail à exploiter sur son site de Hayange/Nilvange une unité de laminage et de parachèvement de profilés ;

**Vu** le rapport du 9 février 2023 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Grand Est chargée de l'inspection des installations classées, faisant suite à la visite réalisée le 25 janvier 2023 ;

**Vu** la réponse de l'exploitant formulée par mail le 16 février 2023 sur le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure qui lui a été notifié le 16 février 2023, notamment la transmission du rapport d'incident ;

**Considérant** que lors du contrôle du 25 janvier 2023, l'inspection des installations classées a constaté que :

- l'exploitant dispose d'un plan des réseaux daté du 23 janvier 2017 ;
- ce plan n'a pas été mis à jour suite aux demandes de l'inspection à la suite de la visite du 19 mai 2022 ;
- aucun des éléments listés à l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral modifié susvisé ne figure sur ce plan ;
- l'absence de connaissance des réseaux et en particulier des points de rejet aqueux au milieu naturel est de nature à porter atteinte aux intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** par conséquent, que les prescriptions de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral susvisé ne sont pas entièrement respectées ;

**Considérant** les dispositions de l'article L.171-8 du code de l'environnement : *"Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine"* ;

**Sur proposition** du secrétaire général de la préfecture de Moselle,

## ARRÊTE

### Article 1<sup>er</sup> :

La société Saarstahl Rail dont le siège social est situé 164, rue du maréchal Foch 57705 Hayange, est mise en demeure de se conformer, pour son établissement situé sur le territoire de la commune de Hayange, dans un délai de deux mois à compter de la notification du présent arrêté, aux dispositions de l'article 4.2.2 de l'arrêté préfectoral susvisé (plan des réseaux).

### Article 2 : Sanctions

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait application, indépendamment des sanctions pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L 171-8 du code de l'environnement.

### Article 3 : Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées, et tous agents de la force publique, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Saarstahl Rail.

Une copie du présent arrêté est transmise, pour information, au maire de Hayange et au sous-préfet de Thionville.

A Metz, le 02 MARS 2023

Pour le préfet,  
le secrétaire général,



Richard Smith

### Délais et voies de recours :

« En vertu de l'article L 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée».

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr>.